

**DECISION DU MAIRE**  
**PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 4°**  
**DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CGCT)**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE- PROCEDURE FORMALISEE**  
(En application des articles R. 2161-2 à R2161-5, du code de la commande publique)

**Décision n° 49 du 09 juillet 2024.**

Le Maire d'Aulnoye-Aymeries,  
Coordonnateur du groupement de commande avec le CCAS d'Aulnoye-Aymeries,  
VU le CGCT, notamment son article L 2122-22 4°,  
VU la délibération n° 7 en date du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a chargé M. le Maire de prendre toute décision concernant la passation et l'exécution des marchés publics dans la limite des crédits inscrits au budget,  
CONSIDERANT la nécessité de souscrire un nouveau contrat pour l'exploitation des installations de chauffage des bâtiments communaux.  
CONSIDERANT qu'une consultation en procédure formalisée : appel d'offres ouvert a été lancée le 18/03/2024 et fixant la date limite de réception des offres au lundi 13 mai 2024 à 12 heures sur le profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr/> ; et pour laquelle 2 entreprises ont candidaté.  
Après étude des offres selon les critères définis dans le règlement de consultation,  
CONSIDERANT que la Commission d'appel d'offres dûment convoquée le 15/04/2024, s'est valablement réunie le 25/06/2024, le quorum étant atteint,  
CONSIDERANT que le choix de la Commission d'appel d'offres s'est porté sur la proposition de l'entreprise DALKIA.

**DECIDE :**

**Article 1 :** D'attribuer le marché de fourniture, SA-02.24-02 « • « *Marché de services liés à l'exploitation des installations de chauffage, ventilation, production d'ECS, froid et traitement d'eau des bâtiments communaux du groupement de commande de la Ville d'Aulnoye-Aymeries et du CCAS* » » à l'entreprise DALKIA, sise PANORAMA - 204 Rue Sadi Carnot - 59350 Saint-André-Lez-Lille, pour un montant estimatif de 890 534.52 € HT.

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services et le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** La présente décision sera transmise au contrôle de légalité et sera rendu compte lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.



Fait à Aulnoye-Aymeries, le 09 juillet 2024.

**Bernard BAUDOUX**  
Maire de et à Aulnoye-Aymeries